

tait librement autrefois. Ce n'est qu'aujourd'hui seulement que l'on saisit clairement que la « liberté dépourvue de sens », « l'audacieuse invulnérabilité de l'individu » n'étaient que le prélude à la souffrance insensée de tout le peuple.

En ce xx^e siècle, il n'est plus possible de se tenir à l'écart de la société, ni en tant que *schlemihl*, ni en tant que seigneur du monde des rêves. Il n'y a plus d'« échappatoire individuelle », ni pour le parvenu qui avait fait autrefois de son propre chef la paix avec le monde dans lequel le fait d'être Juif vous excluait de l'humanité, ni pour le paria qui avait espéré pouvoir renoncer à un tel monde. Le réalisme de l'un n'était pas moins utopique que l'idéalisme de l'autre.

La troisième voie, indiquée par Kafka, celle qui consiste à essayer, au prix de sa liberté et de son invulnérabilité, et en toute humilité, à mettre en œuvre son modeste projet, cette voie-là est et n'est pas utopique. Mais, comme Kafka le fait lui-même remarquer, elle ne permet que de comprendre le monde sans pouvoir le changer, et elle dépasse les forces humaines. Car ce dessein, le plus modeste qui soit, réaliser les droits de l'homme, est précisément en raison de sa simplicité et de sa radicalité, le plus grand et le plus difficile dessein que les hommes puissent se proposer. Car c'est seulement au sein d'un peuple qu'un homme peut vivre en tant qu'homme parmi les hommes, s'il ne veut pas mourir d'épuisement. Et seul un peuple vivant en communauté avec d'autres peuples peut contribuer à établir sur la terre habitée par nous tous un monde des hommes créé et contrôlé en commun par nous tous.

XI

SEULE DEMEURE
LA LANGUE MATERNELLE *

Günter Gaus : Madame Hannah Arendt, vous êtes la première femme à apparaître dans cette série. Vous êtes aussi la première à exercer une profession que l'on imagine d'ordinaire réservée aux hommes puisque vous êtes philosophe. A partir de cette remarque préliminaire, voici ma première question : votre rôle, dans le cercle des philosophes, nonobstant la reconnaissance et le respect dont vous bénéficiez, vous apparaît-il comme une bizarrerie, ou bien abordons-nous là un problème d'émancipation qui n'a jamais existé pour vous ?

Hannah Arendt : Je crains d'avoir à protester d'emblée : je n'appartiens pas au cercle des philosophes. Mon métier — pour m'exprimer de façon générale — c'est la théorie

* *Was bleibt? Es bleibt die Muttersprache*. Entretien télévisé avec Günter Gaus, diffusé sur la seconde chaîne de télévision allemande le 28 octobre 1964, dans le cadre de la série « Zur Person ». Le texte de cet entretien a paru pour la première fois dans le livre de Günter Gaus : *Zur Person. Porträts in Frage und Antwort*, Feder Verlag, Munich 1964. Il a ensuite été repris dans le recueil intitulé *Gespräche mit Hannah Arendt*, édité par A. Reif, Piper and Co, Munich 1976, p. 9-34. Notre traduction est déjà parue dans le n° 6 de la revue *Esprit* (1980), rééditée en juin 1985. (N.d.T.)

politique. Je ne me sens nullement philosophe et je ne crois pas non plus que j'aie été reçue dans le cercle des philosophes, contrairement à ce que vous dites fort aimablement. Mais venons-en à l'autre question soulevée par votre remarque préliminaire : vous dites qu'il s'agit là, généralement, d'un métier d'homme. Certes, mais il n'est pas pour autant nécessaire qu'un tel état de fait subsiste : il pourrait fort bien y avoir un jour une femme philosophe...

Gaus : Mais je vous tiens pour philosophe...

Arendt : C'est votre affaire, mais quant à moi je ne m'estime pas philosophe. Il y a déjà longtemps que j'ai définitivement pris congé de la philosophie. Comme vous le savez, j'ai étudié la philosophie, mais cela ne signifie pas pour autant que je sois demeurée philosophe.

Gaus : Je suis content que nous en soyons arrivés là, mais je voudrais cependant que vous précisiez où se situe pour vous la différence entre la philosophie politique et votre travail de professeur de théorie politique. Lorsque je songe à certaines de vos œuvres, et en particulier à la *Vita activa*¹ j'ai bien envie de vous compter au nombre des philosophes, aussi longtemps du moins que vous ne m'aurez pas montré de façon plus précise la distinction.

Arendt : La différence, voyez-vous, tient à la chose même. L'expression « philosophie politique », que j'évite, est déjà extraordinairement chargée par la tradition. Lorsque j'aborde ces problèmes, que ce soit à l'université ou ailleurs, je prends toujours soin de

1. Titre allemand de *La Condition de l'homme moderne* (*The Human Condition*), traduit de l'américain par Georges Fradier, Calmann-Lévy, 1961.

mentionner la tension qui existe entre la philosophie et la politique, autrement dit entre l'homme en tant qu'il philosophe et l'homme en tant qu'il est un être agissant ; une telle tension n'existe pas dans la philosophie de la nature : le philosophe se tient en face de la nature au même titre que tous les autres hommes et lorsqu'il réfléchit sur elle, il prend la parole au nom de toute l'humanité. Mais il ne se tient pas de façon neutre en face de la politique : depuis Platon ce n'est plus possible !

Gaus : Je comprends ce que vous voulez dire.

Arendt : Et c'est ainsi que la plupart des philosophes éprouvent une sorte d'hostilité à l'égard de toute politique, à quelques très rares exceptions près, dont Kant. Hostilité qui est extrêmement importante pour tout ce contexte, parce qu'il ne s'agit pas d'une question personnelle : c'est dans l'essence de la chose même, c'est-à-dire dans la question politique comme telle, que réside l'hostilité.

Gaus : Vous ne voulez participer en aucune façon à cette hostilité car vous pensez que cela nuirait à votre travail ?

Arendt : « Je ne veux en aucune façon participer à cette hostilité », exactement ! Je veux prendre en vue la politique avec des yeux purs pour ainsi dire de toute philosophie.

Gaus : Je comprends, mais revenons si vous le voulez bien, à ma question sur l'émancipation. Ce problème s'est-il posé pour vous ?

Arendt : Oui, le problème en tant que tel se pose naturellement toujours. En vérité, au risque de vous paraître vieux jeu, j'ai toujours pensé qu'il existait des activités déterminées qui ne convenaient pas aux femmes, qui ne leur allaient pas, si je puis m'exprimer ainsi.

Donner des ordres ne sied pas à une femme et c'est pourquoi elle doit s'efforcer d'éviter de telles situations si toutefois elle tient à conserver ses qualités féminines. Je ne sais pas si j'ai raison ou non. Quoi qu'il en soit je me suis pour ma part plus ou moins inconsciemment, ou plutôt, plus ou moins consciemment, conformée à cette opinion. Le problème lui-même n'a joué pour moi personnellement aucun rôle. En réalité, j'ai simplement fait ce que j'avais envie de faire.

Gaus : Votre travail — nous aurons certainement l'occasion d'y revenir de façon détaillée — est en grande partie orienté sur la connaissance des conditions qui déterminent l'action et le comportement politiques. Vos travaux tendent-ils à exercer une influence sur le grand public, ou bien estimez-vous qu'à l'heure actuelle une telle action n'est plus guère possible ? A moins encore que le problème d'une telle audience ne vous paraisse tout à fait secondaire ?

Arendt : Ici encore, c'est très compliqué. Pour être parfaitement honnête, je dirais que lorsque je travaille, je ne me préoccupe nullement d'action ni d'efficacité.

Gaus : Mais lorsque votre travail est achevé ?

Arendt : Alors j'en ai fini avec lui. L'essentiel pour moi c'est de comprendre : je dois comprendre. L'écriture, chez moi, relève également de cette compréhension : elle fait, elle aussi, partie du processus de compréhension.

Gaus : Ainsi lorsque vous écrivez, l'écriture est au service d'une plus ample connaissance ?

Arendt : Oui, car à ce moment-là, certains points sont arrêtés et fixés. Supposons que nous ayons une très bonne mémoire en sorte que nous retenions effectivement tout ce à quoi nous pensons : je doute fort, connaissant ma

paresse, que j'eusse jamais noté quoi que ce fût par écrit. Ce qui importe, c'est le processus de pensée lui-même.

Lorsque je le maîtrise, je suis pour ma part très contente et, lorsqu'il m'arrive ensuite de le transcrire de façon adéquate au moyen de l'écriture, je suis doublement satisfaite.

Pour en venir à votre question sur l'influence qu'il est possible d'exercer, c'est — si je puis me permettre d'être ironique — une question toute masculine. Les hommes ont toujours terriblement envie d'exercer une influence, mais je vois cela, d'une certaine manière, de l'extérieur. Exercer une influence, moi ? Non, ce que je veux, c'est comprendre et lorsque d'autres gens comprennent eux aussi, je ressens alors une satisfaction comparable au sentiment que l'on éprouve lorsqu'on se retrouve en terrain familial.

Gaus : L'écriture, la rédaction, vous est-elle aisée ?

Arendt : Parfois oui, parfois non. Mais, d'une manière générale, je peux dire que je n'écris jamais sans avoir pour ainsi dire élaboré intellectuellement ma matière.

Gaus : Après y avoir réfléchi au préalable ?

Arendt : Oui. Je sais exactement ce que je veux écrire : avant, je n'écris pas. La plupart du temps je ne rédige qu'un seul manuscrit et alors les choses avancent relativement vite car cela ne dépend plus que de la vitesse à laquelle je tape.

Gaus : Votre travail est actuellement centré sur la théorie, l'action et le comportement politiques. Compte tenu de cela, j'ai relevé dans votre correspondance avec le professeur israélien Scholem un point qui me paraît particulièrement intéressant. Vous lui écriviez — je me permets de vous citer — que « dans (votre)

jeunesse (vous ne vous) intéress(iez) ni à la politique, ni à l'histoire »². Madame Arendt, vous avez quitté l'Allemagne en 1933 car vous étiez juive : vous aviez alors vingt-six ans. Y a-t-il un lien de cause à effet entre ces événements et votre préoccupation pour la politique et l'histoire ?

Arendt : Oui, bien évidemment. En 1933 on ne pouvait plus s'en désintéresser. Il y avait même déjà longtemps que ce n'était plus possible.

Gaus : Et c'était également le cas pour vous ?

Arendt : Oui, bien sûr. Je me suis mise à lire attentivement les journaux et je me suis forgée une opinion. Toutefois je ne me suis engagée dans aucun parti, n'en ressentant pas même le besoin. Depuis 1931 j'étais intimement convaincue que les Nazis allaient prendre le pouvoir et je m'étais fermement expliquée sur ces problèmes avec d'autres personnes. Mais ce n'est qu'au moment de l'émigration que je me suis occupée de tout cela de façon systématique.

Gaus : Je voudrais vous poser une question annexe concernant ce que vous venez de dire. Partant de la conviction qui était la vôtre depuis 1931, selon laquelle les Nazis prendraient le pouvoir, vous n'avez pas pour autant tenté de les en empêcher de façon active en adhérant par exemple à un parti : peut-être estimiez-vous que cela n'avait plus aucun sens ?

Arendt : Personnellement je ne trouvais pas du tout cela dénué de sens : si tel avait été le cas, encore que cela soit très difficile à dire

après coup, j'aurais peut-être fait quelque chose. Mais, je trouvais que c'était sans espoir.

Gaus : Pouvez-vous dater votre engagement politique à partir d'un événement déterminé ?

Arendt : Je pourrais parler du 27 février 1933, jour de l'incendie du Reichstag, et des arrestations illégales qui s'ensuivirent au cours de la même nuit. On parlait de « détentions préventives » : vous savez que les gens échouaient en réalité dans les caves de la Gestapo ou dans les camps de concentration. Ce qui commença alors est monstrueux et se trouve souvent occulté de nos jours par des choses plus tardives. Ce fut pour moi un choc immédiat et c'est à partir de ce moment-là que je me suis sentie responsable. Cela signifie que j'ai pris conscience du fait que l'on ne pouvait plus se contenter d'être spectateur. J'ai cherché à agir dans plusieurs domaines. Mais, ce qui m'a entraînée immédiatement hors d'Allemagne — s'il me faut en parler — je ne l'ai jamais raconté, parce que ça n'a aucune importance...

Gaus : Racontez, je vous prie.

Arendt : ... J'avais de toute façon l'intention d'émigrer. Je fus tout de suite d'avis que les Juifs ne pouvaient pas rester. Je n'avais pas l'intention de circuler en Allemagne en qualité pour ainsi dire de citoyen de seconde zone, ou de quelque autre manière que ce fût. En outre, je pensais que les choses ne pouvaient qu'empirer. Pourtant, je ne suis finalement pas partie d'une manière aussi pacifique. Et je dois dire que j'en ai ressenti une certaine satisfaction. Je me disais : au moins j'ai fait quelque chose ! Au moins je ne suis pas tout à fait innocente : personne n'aura le droit de me le reprocher !

Ce fut l'organisation sioniste qui me fournit alors une occasion. J'étais très étroitement liée d'amitié avec quelques-unes des personnalités

2. Lettre à Gerhard Scholem, 24 juillet 1963, in *Fidélité et Utopie*, traduction de M. Delmotte et B. Dupuy, Calmann-Lévy, p. 122. (N.d.T.)

à la tête du mouvement, et surtout avec le président de l'époque, Kurt Blumenfeld. Mais je n'étais pas sioniste et on n'avait d'ailleurs pas cherché à m'enrôler. Toujours est-il que j'avais en un certain sens subi l'influence du sionisme : notamment dans la critique ou plus exactement l'autocritique que les sionistes avaient développée au sein du peuple juif. J'en ai été influencée et même impressionnée, mais, politiquement, je n'avais rien à voir avec eux. Or, en 1933, Blumenfeld et quelqu'un d'autre que vous ne connaissez pas, vinrent me trouver et me dirent : nous voulons constituer un recueil de tous les témoignages antisémites de bas étage en vigueur dans toutes les associations, dans toutes les corporations et dans toutes les revues professionnelles possibles, bref tout ce qui est inconnu à l'étranger. Organiser ce recueil tombait alors sous le coup de ce que l'on appelait la *Grœuelpropaganda*, c'est-à-dire une contre-propagande tendant à dénaturer les positions de l'adversaire jusqu'à la diffamation. Aucun membre de l'organisation sioniste ne pouvait bien évidemment s'en charger car, si les choses tournaient mal, il entraînait à sa suite l'organisation à sa perte. Ils me demandèrent donc : « Veux-tu t'en charger ? » et je répondis : « Bien sûr ! » J'étais très contente : cela m'avait tout d'abord semblé une excellente idée et par la suite j'avais même eu le sentiment que c'était une manière d'agir.

Gaus : Votre arrestation est-elle liée à ce travail ?

Arendt : Oui. C'est alors que je fus arrêtée. Mais j'ai eu beaucoup de chance : je m'en suis tirée au bout de huit jours parce que je m'étais liée d'amitié avec le fonctionnaire de la police

judiciaire qui m'avait arrêtée. C'était un type charmant. Originellement membre de la police criminelle, il avait été promu dans la section politique. Il n'avait aucun soupçon. Pourquoi en aurait-il eu ? Il me disait toujours : « D'habitude il me suffit de bien observer la personne assise en face de moi pour savoir aussitôt de quoi il retourne. Mais avec vous, que faire ? »

Gaus : Cela se passait à Berlin ?

Arendt : Oui, à Berlin. J'ai dû hélas mentir à cet homme. Je n'avais pas le droit d'exposer l'organisation. Je lui ai raconté des bobards insensés et il me répétait : « C'est moi qui vous ai fait entrer ici. Je vous en ferai sortir. Ne prenez pas d'avocat ! Les Juifs n'ont plus d'argent, économisez votre argent. » Entretiens, l'organisation m'avait procuré un avocat. Naturellement elle l'avait choisi parmi ses membres mais je le renvovai parce que cet homme qui m'avait arrêtée avait un visage si ouvert, si honnête. Je comptais sur lui et je pensais que c'était une bien meilleure chance que n'importe quel avocat d'emblée épouvanté.

Gaus : Vous vous en êtes sortie et vous avez pu quitter l'Allemagne ?

Arendt : Je m'en suis sortie, mais j'ai dû quitter le pays de façon illégale et clandestine parce que naturellement l'affaire suivait son cours.

Gaus : Dans la correspondance déjà citée, vous avez, madame Arendt, mentionné comme superflue une sorte d'avertissement de Scholem selon lequel vous ne pourriez jamais oublier votre appartenance au peuple juif. Vous écriviez, je vous cite à nouveau : « J'ai toujours considéré ma judéité comme une des données réelles et indiscutables de ma vie et je n'ai jamais souhaité changer ou désavouer des faits

de ce genre, même dans mon enfance³. » A ce propos je voudrais vous poser quelques questions. Vous êtes née à Hanovre en 1906, d'un père ingénieur, et vous avez été élevée à Königsberg. Pouvez-vous me dire, d'après vos souvenirs, ce que pouvait bien signifier pour un enfant, dans l'Allemagne d'avant-guerre, le fait d'être issue d'une famille juive ?

Arendt : Je ne peux pas fournir à cette question une réponse ayant une valeur de vérité générale. Mais en ce qui concerne mes souvenirs personnels, ce n'est pas à la maison que j'ai appris que j'étais juive. Ma mère était complètement irréligieuse.

Gaus : Votre père est mort de façon prématurée.

Arendt : J'ai perdu mon père très tôt en effet. Tout ceci doit vous paraître un peu bizarre. Mon grand-père était président de la municipalité libérale et conseiller municipal de Königsberg. Cependant, le mot « juif » n'a jamais été prononcé entre nous à l'époque où j'étais une petite fille. C'est par le biais de réflexions antisémites proférées par des enfants dans la rue — et qui ne valent pas la peine d'être rapportées — que ce mot m'a pour la première fois été révélé. C'est à partir de ce moment-là que j'ai été pour ainsi dire « éclairée ».

Gaus : Est-ce que cela a été un choc pour vous ?

Arendt : Non.

Gaus : Avez-vous eu à partir de ce moment-là le sentiment que vous étiez quelque peu à part ?

Arendt : Oui, mais c'est une autre affaire.

Il n'y a pas eu de choc pour moi. Je me disais : très bien, c'est comme ça. Quant à savoir si j'avais le sentiment d'être à part ? Oui, effectivement ! Mais à l'heure actuelle il n'y a plus lieu d'en faire toute une histoire.

Gaus : Comment vous représentiez-vous cette particularité ?

Arendt : Objectivement, je crois que cela allait de pair avec le fait d'être juive. Je savais par exemple, alors que j'étais enfant — un peu plus âgée toutefois — que j'avais l'air juive, c'est-à-dire que j'avais l'air différente des autres. J'en étais tout à fait consciente. Pourtant, cela ne revêtait nullement la forme d'une infériorité : c'était comme ça, voilà tout. En outre, ma mère, ou disons plutôt la maison familiale, était quelque peu marginale. La particularité de notre maison était même telle qu'elle se manifestait aussi bien vis-à-vis des autres enfants juifs ou même des autres enfants de la famille, en sorte qu'il était extrêmement difficile de comprendre, pour un enfant, en quoi elle consistait.

Gaus : J'aimerais que vous commenciez à nous expliquer ce que vous avez nommé le caractère particulier de la maison familiale. Vous disiez que votre mère n'a jamais éprouvé la nécessité — jusqu'à ce que vous en ayez fait l'expérience dans la rue — de vous éclairer sur votre appartenance au judaïsme. Votre mère avait-elle perdu cette conscience d'être juive que vous revendiquez dans votre lettre à Scholem ? Cela ne jouait-il plus aucun rôle pour elle ? Y avait-il eu effectivement assimilation ou bien votre mère se donnait-elle en tout cas l'illusion d'être assimilée ?

Arendt : Ma mère n'avait pas beaucoup de dispositions pour la théorie. Je ne pense pas qu'elle ait eu des idées particulières. Elle-même

3. *Idem.*

venait du mouvement social-démocrate, du cercle des *Sozialistischen Monatshefte* ; mon père aussi, mais ma mère surtout. Le problème n'a joué aucun rôle pour elle. Elle était évidemment juive et ne m'aurait jamais baptisée. Je suppose qu'elle m'aurait assené une paire de gifles si jamais elle avait découvert que j'avais désavoué mon judaïsme. Mais ça ne s'est pour ainsi dire jamais présenté et cela n'a même pas fait problème. Le problème lui-même a bien sûr joué un rôle beaucoup plus important pour moi dans les années 20, où j'étais jeune, que pour ma mère. Mais cela tient aux circonstances extérieures. Je ne crois pas, par exemple, m'être jamais considérée comme allemande — au sens d'appartenance à un peuple et non d'appartenance à un Etat, si je puis me permettre cette distinction. Je me souviens d'avoir eu autour de 1930 des discussions à ce sujet avec Jaspers par exemple. Il me disait : « Bien sûr que vous êtes allemande ! » et je lui rétorquais : « Mais non, et cela se voit ! » Mais ça n'a joué aucun rôle pour moi. Je ne l'ai pas ressenti comme une infériorité. Ce n'était d'ailleurs pas le cas. Et, si je puis me permettre de revenir sur la particularité de la maison familiale — voyez-vous, tous les enfants juifs ont rencontré l'antisémitisme, et il a empoisonné les âmes de nombreux enfants, mais la différence chez nous consistait en ce que ma mère adoptait toujours le point de vue suivant : on ne doit pas baisser la tête ! On doit se défendre ! Si d'aventure mes professeurs avaient fait quelque réflexion antisémite — la plupart du temps sans relation avec moi, mais concernant plutôt d'autres lycéennes juives, par exemple les lycéennes juives orientales —, j'avais reçu la consigne de me lever aussitôt, de quitter la classe et de rentrer à la

maison faire un compte rendu exact de ce qui venait de se passer. Ensuite, ma mère écrivait l'une de ses nombreuses lettres recommandées et, en ce qui me concerne, l'incident était clos : j'avais un jour de congé et c'était formidable. Mais s'il s'agissait de réflexions faites par des enfants, je ne devais pas le raconter à la maison : cela n'en valait pas la peine. On peut se défendre tout seul contre des enfants. C'est ainsi que ces choses n'ont jamais fait problème pour moi. Il y avait chez nous des règles de conduite me permettant pour ainsi dire de conserver toute ma dignité et d'être absolument protégée.

Gaus : Vous avez étudié successivement à Marbourg, Heidelberg et Fribourg, auprès des professeurs Heidegger, Bultmann et Jaspers. Vous avez étudié principalement la philosophie, mais également la théologie et le grec. Comment en êtes-vous venue à faire ce choix ?

Arendt : Je me le suis moi-même souvent demandé, et je ne puis que vous répondre : la philosophie s'imposait. Depuis l'âge de quatorze ans.

Gaus : Pourquoi ?

Arendt : Eh bien, j'avais lu Kant. Vous me demandez alors : pourquoi avez-vous lu Kant ? De toute façon, pour moi, la question se posait en ces termes : si je ne peux pas étudier la philosophie, je suis pour ainsi dire perdue ! Non que je n'aimais pas la vie, mais compte tenu de la nécessité dont je parlais tout à l'heure : il me fallait comprendre.

Gaus : Je vois.

Arendt : Ce besoin de comprendre s'est manifesté très tôt. Voyez-vous, il y avait beaucoup de livres à la maison, il suffisait de les sortir de la bibliothèque.

Gaus : Kant mis à part, y a-t-il d'autres

lectures dont vous vous souveniez particulièrement ?

Arendt : Oui, tout d'abord la *Philosophie des visions du monde* de Jaspers, parue je crois en 1920. J'avais alors quatorze ans. Tout de suite après je lus Kierkegaard et c'est pourquoi par la suite les deux choses sont restées associées.

Gaus : C'est à ce moment-là que la théologie a fait son apparition ?

Arendt : Oui. L'association s'est produite de telle sorte que les deux allaient de pair pour moi. Je ne me heurtais qu'à cette seule question : comment faire de la théologie lorsqu'on est juive, comment s'y prendre ? Je n'en avais pas la moindre idée ! C'étaient alors pour moi de graves questions qui s'aplanirent par la suite. Pour le grec, c'est autre chose. J'ai toujours beaucoup aimé la poésie grecque et la poésie a joué un grand rôle dans ma vie. Aussi je choisis le grec en plus parce que c'était ce qu'il y avait de plus commode et que je le lisais à peu près.

Gaus : Mes compliments !

Arendt : Non, pas du tout, vous exagérez...

Gaus : Vous avez fait très tôt la preuve de vos dons intellectuels, madame Arendt : ceux-ci ne vous ont-ils pas précisément coupée, et peut-être même de façon douloureuse aussi bien lorsque vous étiez élève, puis jeune étudiante, de votre entourage et de ses manières d'être les plus communes ?

Arendt : Cela aurait dû être le cas si j'en avais pris conscience, mais j'avais le sentiment d'être comme tout le monde.

Gaus : Quand avez-vous pris conscience de cette erreur ?

Arendt : Assez tard, je ne vous le dirai pas, j'en ai honte. J'étais incroyablement naïve. Cela

faisait partie de l'éducation que j'avais reçue chez moi. On ne parlait jamais de mes succès, on ne commentait jamais mes notes : cela passait pour négligeable. En tout cas, je n'étais effectivement pas consciente du problème. Cela m'apparaissait parfois comme une singularité.

Gaus : Une singularité dont vous pensiez qu'elle était votre fait ?

Arendt : Oui, exclusivement, mais cela n'a rien à voir avec mes dons. Je n'ai jamais associé cela avec le fait d'être douée.

Gaus : En est-il occasionnellement résulté dans votre jeunesse un mépris de la part des autres ?

Arendt : Oui, c'est ce qui s'est passé. C'est même arrivé très tôt. J'ai maintes fois souffert de ce mépris, notamment sous prétexte que l'on ne devait pas faire cela, que l'on n'avait pas le droit de faire cela, etc.

Gaus : Lorsque vous avez quitté l'Allemagne en 1933, vous êtes venue à Paris où vous avez travaillé au sein d'une organisation qui s'occupait du transfert en Palestine de jeunes enfants juifs ; pouvez-vous m'en dire quelques mots ?

Arendt : Cette organisation acheminait de jeunes enfants juifs ainsi que des adolescents de treize à dix-sept ans d'Allemagne en Palestine et les casait dans des kibboutz. C'est la raison pour laquelle je connais relativement bien ces établissements.

Gaus : Et ce, dès leur début ?

Arendt : Dès leur début. J'éprouvais alors un profond respect à leur égard. Les enfants y recevaient une formation professionnelle assortie d'une réadaptation scolaire. J'ai même réussi à introduire en fraude, à une ou deux reprises, des enfants polonais. Telle était la règle de mon travail : c'était un travail social, éducatif. On avait installé de grands campe-

ments à travers le pays, où l'on préparait les enfants et où ils recevaient également des cours, où ils apprenaient à travailler la terre et où ils devaient avant toute chose, grandir. Il fallait les vêtir de pied en cap, leur faire la cuisine, leur procurer des papiers, négocier avec leurs parents — et surtout, trouver de l'argent. Cette tâche m'incomba en grande partie. J'ai travaillé en collaboration avec des Françaises. Voilà à peu près ce qu'il en était de nos activités. Quant à la décision en général, d'assumer ce travail... voulez-vous que je vous en parle ou non ?

Gaus : Oui, je vous en prie !

Arendt : Voyez-vous, je sortais d'une activité purement universitaire, et, à cet égard, l'année 1933 me fit une impression durable : positivement d'abord, négativement ensuite — mais, peut-être devrais-je dire premièrement négativement et deuxièmement positivement. De nos jours, on croit volontiers que le choc ressenti par les Juifs allemands en 1933 s'explique par la prise du pouvoir par Hitler. Or, en ce qui me concerne, ainsi que les gens de ma génération, je puis affirmer qu'il s'agit là d'une étrange méprise. C'était naturellement très inquiétant. Mais il s'agissait d'une affaire politique et non pas personnelle. Grand dieu, nous n'avons pas eu besoin qu'Hitler prenne le pouvoir pour savoir que les Nazis étaient nos ennemis ! C'était d'une évidence absolue depuis au moins quatre ans, pour n'importe quel individu sain d'esprit. Nous savions également qu'une grande partie du peuple allemand marchait derrière eux. C'est pourquoi nous ne pouvions pas être à proprement parler surpris comme sous l'effet d'un choc en 1933.

Gaus : Vous voulez dire que le choc de 1933 consistait en ceci que les événements

essentiellement politiques avaient pris une tournure personnelle ?

Arendt : Non, pas seulement. Ou plutôt : oui, en un sens. Tout d'abord, ce qui était en général de l'ordre du politique est devenu un destin personnel dans la mesure où l'on quittait le pays. Mais en second lieu, vous savez ce que c'est qu'une mise au pas. Et cela signifiait que les amis aussi s'alignaient ! Le problème, le problème personnel n'était donc pas tant ce que faisaient nos ennemis, que ce que faisaient nos amis. Ce qui se produisit à l'époque dans cette vague d'uniformisation qui était d'ailleurs assez spontanée et qui en tout cas ne résultait pas de la terreur, c'était qu'un vide s'était en quelque sorte formé autour de nous.

Je vivais dans un milieu d'intellectuel, mais je connaissais également d'autres personnes et je pouvais constater que suivre le mouvement était pour ainsi dire la règle parmi les intellectuels, alors que ce n'était pas le cas dans les autres milieux. Et je n'ai jamais pu oublier cela. Je quittai l'Allemagne sous l'empire de cette idée, naturellement quelque peu exagérée : plus jamais ! Jamais plus aucune histoire d'intellectuels ne me touchera : je ne veux plus avoir affaire à cette société. Je pensais bien sûr que si les Juifs allemands et les intellectuels juifs allemands s'étaient trouvés dans une autre situation que celle dans laquelle ils se trouvaient effectivement, ils se seraient comportés de manière essentiellement différente. Telle n'était d'ailleurs pas exactement mon opinion : mon opinion était que cela faisait partie intégrante de ce métier de l'intellectualité. Je parle au passé... mais aujourd'hui je suis bien plus édifiée.

Gaus : Je voulais précisément vous demander : est-ce toujours votre opinion ?

Arendt : Pas avec la même force, mais je maintiens qu'il est dans la nature des choses de se faire une opinion et d'avoir des idées à propos de tout. Voyez-vous, on n'a jamais reproché à un homme de suivre le mouvement parce qu'il avait une femme et des enfants à charge. Ce qui fut bien pire, c'est que certains y ont vraiment cru ! Pour peu de temps, la plupart pour très peu de temps. Ce qui signifie encore : les intellectuels allemands ont également eu leurs théories sur Hitler. Et des théories prodigieusement intéressantes ! Des théories fantastiques, passionnantes, sophistiquées et planant très haut, au-dessus du niveau des divagations habituelles ! J'ai trouvé cela grotesque. Les intellectuels se sont laissés prendre au piège de leurs propres constructions : voilà ce qui se passait en fait et que je n'avais pas bien saisi à l'époque.

Gaus : Et c'est là sans doute la raison pour laquelle vous estimiez important de vous séparer de ces milieux dont, à l'époque, vous vouliez radicalement prendre congé en vous engageant dans un travail pratique ?

Arendt : Absolument. L'aspect positif de la chose est le suivant : j'étais parvenue à une certitude que j'avais l'habitude de formuler à l'époque par une phrase dont je me souviens aujourd'hui encore : « Lorsqu'on est attaqué en qualité de Juif, c'est en tant que Juif que l'on doit se défendre. » Non en tant qu'Allemand, citoyen du monde ou même au nom des droits de l'homme, etc., mais : que puis-je faire de façon très concrète en ma qualité de Juif ?

A cela vint s'ajouter en second lieu l'intention bien ferme de m'organiser dans l'action, et ce, pour la première fois. Et il s'agissait bien entendu de m'organiser au sein du sionisme,

seul mouvement à être prêt. Je veux simplement dire par là que ça n'aurait eu aucun sens de m'engager auprès de ceux qui étaient sur le point de s'assimiler, et je n'ai d'ailleurs jamais rien eu à voir avec eux. Auparavant, je m'étais déjà occupée de la question juive : lorsque je quittai l'Allemagne mon travail sur *Rahel Varnhagen*, où le problème juif joue un rôle, était terminé. A l'époque, je formulais cela dans les termes du « Je veux comprendre ». Ce n'étaient pas mes propres problèmes juifs dont je débattais là. Mais, manifestement l'appartenance au judaïsme était devenue mon propre problème et mon propre problème était politique. Purement politique ! Je voulais m'engager pratiquement dans un travail et je voulais m'engager dans le travail juif, et c'est en ce sens que je me suis orientée vers la France,

Gaus : Où vous êtes restée jusqu'en 1940.

Arendt : Oui.

Gaus : Vous êtes ensuite arrivée, pendant la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis où vous êtes actuellement professeur de théorie politique et non de philosophie...

Arendt : Merci !

Gaus : ... à Chicago. Vous habitez New York. Votre mari, que vous avez épousé en 1940, enseigne lui aussi la philosophie en Amérique. En réalité, la province académique dont vous relevez à nouveau, après la désillusion de 1933, est internationale. Pourtant, j'aimerais vous demander si l'Allemagne pré-hitlérienne telle qu'elle n'existera plus jamais, vous manque. Lorsque vous venez en Europe, avez-vous conscience de ce qui demeure et, corrélativement de ce qui est irrémédiablement perdu ?

Arendt : L'Europe pré-hitlérienne ? Je ne peux pas dire que je n'en ai aucune nostalgie. Ce qui en est resté ? Il en est resté la langue.

Gaus : Et cela a beaucoup d'importance pour vous ?

Arendt : Enormément. J'ai toujours refusé, consciemment, de perdre ma langue maternelle. J'ai toujours maintenu une certaine distance tant vis-à-vis du français que je parlais très bien autrefois, que vis-à-vis de l'anglais que j'écris maintenant.

Gaus : Je voulais justement vous poser cette question : vous écrivez, à l'heure actuelle, en anglais ?

Arendt : J'écris en anglais, mais je garde toujours une certaine distance. Il y a une différence incroyable entre la langue maternelle et toute autre langue. Pour moi, cet écart se résume d'une façon très simple : je connais par cœur en allemand un bon nombre de poèmes allemands ; ils sont présents d'une certaine manière au plus profond de ma mémoire, derrière ma tête, *in the back of my mind* *, et il est bien sûr impossible de pouvoir jamais reproduire cela ! En allemand, je me permets des choses que je ne me serais jamais permises en anglais. Je veux dire que je me les permets parfois aussi en anglais, parce que j'ai acquis un certain aplomb, mais, d'une manière générale, j'ai conservé cette distance. La langue allemande, c'est en tout cas l'essentiel de ce qui est demeuré et que j'ai conservé de façon consciente.

Gaus : Même aux temps les plus amers ?

Arendt : Toujours. Je me disais : que faire ? Ce n'est tout de même pas la langue allemande qui est devenue folle ! Et en second lieu : rien ne peut remplacer la langue maternelle. On peut oublier sa langue maternelle, c'est vrai. J'en ai des exemples autour de moi et ces

* En anglais dans le texte. (N.d.T.)

personnes parlent d'ailleurs bien mieux que moi les langues étrangères. Je parle toujours avec un accent très prononcé et il m'arrive souvent de ne pas m'exprimer de façon idiomatique. Elles en sont capables en revanche, mais on a alors affaire à une langue dans laquelle un cliché chasse l'autre parce que la productivité dont on fait preuve dans sa propre langue a été coupée net, au fur et à mesure que l'on oubliait cette langue.

Gaus : Ces cas d'oubli de la langue maternelle étaient-ils d'après vous la conséquence d'un refoulement ?

Arendt : Oui, très souvent. J'en ai fait l'expérience auprès de certaines personnes de façon tout à fait bouleversante. Voyez-vous, ce qui a été décisif, c'est le jour où nous avons entendu parler d'Auschwitz.

Gaus : Quand était-ce ?

Arendt : C'était en 1943. Et tout d'abord nous n'y avons pas cru, bien qu'à vrai dire mon mari et moi-même estimions ces assassins capables de tout. Mais cela, nous n'y avons pas cru, en partie aussi parce que cela allait à l'encontre de toute nécessité, de tout besoin militaire. Mon mari qui a été autrefois historien militaire, et qui s'y connaît un peu en la matière, m'a dit : ne prête pas foi à ces racontars, ils ne peuvent pas aller jusque-là ! Et cependant nous avons bien dû y croire six mois plus tard, lorsque nous en avons eu la preuve. Ce fut là le vrai bouleversement. Auparavant, on se disait : eh bien ma foi nous avons des ennemis. C'est dans l'ordre des choses. Pourquoi un peuple n'aurait-il pas d'ennemis ? Mais il en a été tout autrement. C'était vraiment comme si l'abîme s'ouvrait devant nous, parce qu'on avait imaginé que tout le reste aurait pu d'une certaine manière

s'arranger, comme cela peut toujours se produire en politique. Mais cette fois, non. Cela n'aurait jamais dû arriver. Et par là, je ne parle pas du nombre de victimes. Je parle de la fabrication systématique des cadavres, etc., je n'ai pas besoin de m'étendre davantage sur ce sujet. Auschwitz n'aurait pas dû se produire. Il s'est passé là quelque chose que nous n'arrivons toujours pas à maîtriser.

Cela mis à part, je dois dire que la vie était parfois un peu difficile : nous étions très pauvres, traqués ; nous devions fuir et vivre d'expédients, etc. Voilà ce qu'il en était. Mais nous étions jeunes et j'ai même réussi à y trouver un certain plaisir : je ne peux pas dire autrement.

Mais Auschwitz c'était tout autre chose. De tout le reste on pouvait aussi personnellement venir à bout.

Gaus : J'aimerais que vous me disiez, Madame Arendt, en quel sens votre jugement sur l'Allemagne de l'après-guerre, où vous vous êtes rendue à plusieurs reprises et où vos œuvres les plus importantes ont été publiées, a évolué depuis 1945.

Arendt : Je suis revenue pour la première fois en Allemagne en 1949. J'étais à l'époque chargée de mission d'une organisation juive pour la sauvegarde du patrimoine culturel juif, composé pour l'essentiel de livres. Je suis venue de mon plein gré. Depuis 1945, j'avais adopté la position suivante : ce qui s'est passé en 1933 — comparativement à ce qui s'est passé par la suite — n'a aucune importance. Sans doute l'infidélité des amis, pour user d'un euphémisme...

Gaus : Dont vous avez eu personnellement à pâtir.

Arendt : Bien sûr. Mais voyez-vous, lorsque

l'un d'entre eux devint effectivement à l'époque un nazi, et qu'il écrivit par la suite un article à ce sujet, peu importait qu'il me fût personnellement infidèle. De toute façon, je ne lui ai plus adressé la parole. Celui-là n'avait plus besoin de se présenter chez moi : la porte lui était d'ores et déjà condamnée. C'est bien clair. Mais il ne s'agissait pourtant pas de meurtres. Il ne s'agissait que de gens qui, comme je le dirais maintenant, furent pris à leurs propres pièges. Ce qui se produisit par la suite, eux non plus ne l'avaient pas voulu. Par conséquent il m'est apparu qu'il devait bien y avoir un fond dans cet abîme. Et ce fut le cas en de nombreuses choses personnelles. Je me suis expliquée avec des gens et je ne suis pas très amicale ni très polie : je dis ce que je pense. Mais d'une certaine manière les choses se sont arrangées avec une foule de gens. Ce ne sont jamais, encore une fois, que des gens qui ont fait occasionnellement quelque chose pendant quelques mois, voire, dans les pires des cas, pendant quelques années : ils n'ont ni tué ni dénoncé. Ce sont donc des gens qui, comme je l'ai dit, avaient échaudé « des théories sur Hitler à un certain moment ».

Mais l'impression d'ensemble la plus forte lorsqu'on revenait en Allemagne — abstraction faite de la « reconnaissance » qui constitue toujours dans la tragédie grecque le point culminant de l'action — c'était un profond bouleversement. A quoi venait s'ajouter le fait d'entendre parler allemand dans les rues : cela m'a incroyablement réjoui.

Gaus : C'est avec ces sentiments que vous êtes arrivée en 1949 ?

Arendt : Oui, à peu de choses près. Et aujourd'hui où les choses sont, disons-le, à nouveau

en bonne voie, les distances sont devenues encore plus grandes qu'elles ne l'étaient auparavant, qu'elles ne l'étaient à l'époque de ce bouleversement.

Gaus : Parce que les choses dans ce pays ont repris leur cours un peu trop vite à votre gré ?

Arendt : Oui, et parfois aussi un cours que je n'approuve pas, mais dont je ne me sens pourtant pas responsable. Je vois cela de l'extérieur, comprenez-vous ? Et cela veut dire que je me sens aujourd'hui beaucoup moins concernée que je ne l'étais encore autrefois. Cela tient peut-être aussi à l'époque. Voyez-vous, quinze ans, ce n'est pas une bagatelle !

Gaus : Ainsi donc vous éprouvez une indifférence accrue ?

Arendt : Disons distanciation. Indifférence est trop fort. Mais distanciation, c'est vrai.

Gaus : Votre livre sur le procès d'Eichmann à Jérusalem a paru ce printemps en Allemagne. Ce travail, depuis sa parution en Amérique, a fait l'objet de violentes discussions. Du côté juif en particulier, on a soulevé des objections contre votre livre dont vous dites qu'elles sont à mettre au compte d'une part de méprises, et d'autre part d'une campagne politique orchestrée. Ce qui a surtout fait scandale, c'est la question que vous soulevez, de savoir dans quelle mesure les Juifs devaient endurer de façon passive l'assassinat collectif allemand ou, en tout cas, dans quelle mesure la collaboration de certains Conseils juifs — le Conseil des Anciens — est presque devenue une sorte de complicité.

Quoi qu'il en soit, pour brosser un portrait d'Hannah Arendt, il me semble que ce livre sur Eichmann pose plusieurs questions. Je commencerais par celle-ci : le reproche for-

mulé ça et là selon lequel votre livre serait dénué de tout amour pour le peuple juif vous blesse-t-il ?

Arendt : Je vous ferai d'abord remarquer, en toute amitié, que vous êtes vous-même victime ici de cette campagne ! A aucun endroit dans ce livre je n'ai reproché au peuple juif son absence de résistance. C'est un autre homme qui l'a fait, Monsieur Haussner, procureur israélien, au cours du procès contre Eichmann. J'ai qualifié les questions qu'il a posées en ce sens aux témoins de Jérusalem d'insensées et de cruelles.

Gaus : Oui, j'ai lu votre livre. Je sais tout cela. Seulement, quelques-uns des reproches que l'on vous a adressés se fondent sur le « ton » avec lequel sont rédigés de nombreux passages.

Arendt : Ça c'est très différent ! Et là, je ne puis ni ne veux répliquer quoi que ce soit. Si l'on pense qu'on ne peut écrire sur ce sujet que de façon pathétique... voyez-vous, il y a des gens qui prennent en mauvaise part le fait que maintenant encore je puisse rire et, dans une certaine mesure, je les comprends. J'étais pour ma part effectivement convaincue qu'Eichmann était un clown : j'ai lu son interrogatoire de police, soit 3 600 pages, et de très près, et je ne saurais dire combien de fois j'ai ri, ri aux éclats ! Ce sont ces réactions que les gens ont mal interprétées. Et là je n'y peux rien. Mais je sais une chose : j'aurais probablement encore ri trois minutes avant ma propre mort. Et c'est en cela que réside selon vous le ton. Le ton est bien sûr largement ironique. C'est parfaitement exact. Le ton, en ce cas, est effectivement indissociable de la personne. Quant au reproche que l'on m'adresse, d'avoir accusé le peuple juif, je

répondrais qu'il s'agit là d'une propagande mensongère et rien de plus. Mais pour ce qui est du ton, c'est une objection contre ma personne et là, je n'y peux rien.

Gaus : Vous êtes donc prête à l'assumer ?

Arendt : Oh, bien volontiers. Que peut-on y faire de toute façon ? Je ne peux tout de même pas dire aux gens : vous ne m'avez pas comprise, voici la vérité sur mes états d'âme ! Ce serait ridicule.

Gaus : Je voudrais, toujours à ce propos, revenir une fois de plus sur un témoignage que vous avez donné de vous-même. Vous avez dit : « Je n'ai jamais aimé, de toute ma vie, quelque peuple ou collectivité que ce soit, qu'il s'agisse des Allemands, des Français ou des Américains, voire même de la classe ouvrière ou quelque autre que ce soit. En fait je n'aime que mes amis et je suis absolument incapable de toute autre forme d'amour. Mais, compte tenu du fait que je suis juive, c'est avant tout cet amour des Juifs qui m'apparaîtrait suspect ».

Puis-je vous poser la question suivante : l'homme, en tant qu'il est un être ayant une action politique, n'a-t-il pas besoin d'un lien qui le rattache à un groupe, et d'un lien qui soit tel qu'il puisse être appelé, jusqu'à un certain point, amour ? Ne craignez-vous pas que votre attitude puisse être politiquement stérile ?

Arendt : Non. Je dirais même que c'est l'autre attitude qui est politiquement stérile. L'appartenance à un groupe est d'emblée une donnée de fait naturelle : vous appartenez toujours à un groupe quelconque de par votre naissance. Mais, appartenir à un groupe, au second sens où vous l'entendez, à savoir, s'organiser, c'est tout autre chose. Cette organisation s'ac-

complit toujours au sein d'un rapport au monde. C'est-à-dire que ce qui est commun à ceux qui s'organisent ainsi, c'est ce qu'on appelle d'ordinaire des intérêts. Le rapport direct et personnel où l'on peut parler d'amour existe naturellement de la manière la plus intense, dans l'amour effectif et, également en un certain sens, dans l'amitié. Là, la personne est abordée directement et indépendamment du rapport au monde. C'est ainsi que des individus appartenant aux organisations les plus différentes peuvent toujours entretenir des liens personnels d'amitié. Mais si l'on confond ces choses, autrement dit si l'on met l'amour sur le tapis, pour m'exprimer ici grossièrement, je considère que c'est désastreux.

Gaus : Vous pensez que c'est apolitique ?

Arendt : Je considère que c'est apolitique et acosmique (*Weltlos*) et je pense en fait que c'est là un grand malheur. Je concède néanmoins que le peuple juif est un exemple type de formation populaire acosmique se maintenant depuis des millénaires.

Gaus : « Cosmos », « Monde », dans votre terminologie, signifient l'espace de la politique...

Arendt : Effectivement.

Gaus : Et par conséquent le peuple juif était un peuple apolitique ?

Arendt : Je n'irai pas jusqu'à dire cela car les communautés étaient également politiques jusqu'à un certain point. La religion juive est une religion nationale. Mais le concept du politique ne valait cependant qu'avec de grandes restrictions. Cette perte du monde que le peuple juif a subie dans la dispersion et qui, comme chez tous les peuples parias, a engendré une chaleur très particulière parmi tous ses membres, c'est tout cela qui a été modifié

au moment de la fondation de l'Etat d'Israël.

Gaus : Est-ce que quelque chose a été perdu par là dont vous déplorez la perte ?

Arendt : Oui, la liberté se paie cher. L'humanité juive spécifique, sous le signe de la perte du monde, était quelque chose de très beau. Vous êtes trop jeune pour avoir connu cela. C'était très beau que de pouvoir se tenir en dehors-de-toute-liaison-sociale, de même que cette absence totale de préjugé dont je fis l'expérience de façon très intense, précisément auprès de ma mère qui la pratiquait également vis-à-vis de la société juive. C'est tout cela qui a naturellement subi des préjudices extrêmement graves. On paie pour la libération. J'ai dit un jour dans mon « Discours sur Lessing »⁴...

Gaus : ...à Hambourg en 1959...

Arendt : C'est exact. J'ai donc dit : « Cette humanité ne survit pas au jour de la libération, ne survit pas cinq minutes à la liberté. » Voyez-vous, c'est ce qui s'est également produit chez nous.

Gaus : Vous ne souhaiteriez pas revenir en arrière ?

Arendt : Non. Je sais bien que l'on doit payer un prix pour la liberté, mais je ne peux pas dire que je le paie de bon cœur.

Gaus : Madame Arendt, vous estimez-vous obligée par une connaissance acquise à travers la spéculation philosophico-politique et l'analyse sociologique, au point de vous faire un devoir de la rendre publique ? Ou bien reconnaissez-vous des raisons autorisant à taire une vérité reconnue ?

4. « De l'humanité dans de sombres temps », trad. B. Cassin et P. Lévy in *Vies politiques*, Gallimard, 1974, p. 11641. (N.d.T.)

Arendt : C'est là un très grave problème. Au fond, c'est la seule question qui m'ai intéressée dans cette controverse autour du livre sur Eichmann. Pourtant, elle n'aurait jamais surgi si je ne l'avais suscitée. C'est l'unique question sérieuse : tout le reste n'est jamais que bavardage de propagande. La question serait donc : *fiat veritas pereat mundus* ? En réalité, le livre sur Eichmann n'a pas abordé de tels problèmes. A travers ce livre, au fond, on n'a effectivement pas porté préjudice aux légitimes intérêts de qui que ce soit. Quoi qu'on puisse en penser.

Gaus : Pour ce qui est de la légitimité, vous devez naturellement laisser le débat ouvert.

Arendt : Oui, c'est exact. Vous avez raison. Ce qui est légitime fait encore question. Par « légitime », j'entends probablement tout autre chose que les organisations juives. Mais supposons donc pour une fois qu'il y ait en jeu des intérêts effectifs que je reconnaisse également.

Gaus : Est-il permis de taire une vérité reconnue ?

Arendt : L'aurais-je fait ? Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que je l'aurais écrite. Voyez-vous, quelqu'un m'a demandé : si vous aviez pu prévoir ceci ou cela, n'auriez-vous pas écrit autrement le livre sur Eichmann ? Je lui ai répondu : Non. J'aurais été placée devant l'alternative d'écrire ou de ne pas écrire. On peut se taire.

Gaus : Oui.

Arendt : On n'est pas toujours obligé de parler. A cela vient s'ajouter un dernier point et nous en arrivons à la question, baptisée au XVIII^e siècle, des « vérités de fait ».

Il ne s'agit que de vérités de fait. Il ne s'agit pas d'opinions. Or, les sciences histo-

riques sont, dans les universités, les gardiennes de ces vérités de fait.

Gaus : Elles n'ont pas toujours été exemplaires.

Arendt : Non, il leur arrive de tourner casaque et de se laisser prescrire la vérité par l'Etat. On m'a raconté qu'un historien, auteur d'un ouvrage sur les origines de la première guerre mondiale, aurait dit : je ne permettrai pas qu'on me gâte le souvenir de cette période exaltante ! Voilà donc un homme qui ne sait pas qui il est. Mais ce n'est pas cela qui est intéressant. *De facto*, il est pourtant le gardien de la vérité historique, de la vérité de fait. L'importance de ces gardiens nous est révélée par exemple par l'histoire écrite à la manière du bolchévisme, c'est-à-dire là où l'histoire est réécrite tous les cinq ans et où des faits comme celui de l'existence d'un certain Trotsky demeurent inconnus. Est-ce à cela que nous voulons arriver ? Les gouvernements y ont-ils intérêt ?

Gaus : Un intérêt sans doute. Mais en ont-ils le droit ?

Arendt : S'ils en ont le droit ? Eux-mêmes ne le croient apparemment pas, sinon ils ne toléreraient certainement pas les universités. Ainsi donc, même les Etats portent intérêt à la vérité. Je ne songe pas ici aux secrets militaires, ça c'est une autre affaire, mais ces histoires sont maintenant vieilles de vingt ans : pourquoi donc ne devrait-on pas dire la vérité ?

Gaus : Peut-être parce que vingt années ne suffisent pas ?

Arendt : C'est ce que disent beaucoup de gens, et d'autres disent qu'au bout de vingt ans on ne peut déjà plus exhumer la vérité. Ce qui signifie que dans chaque cas l'intérêt

consiste simplement à se disculper. Mais ce n'est pas là un intérêt légitime.

Gaus : Donc, en cas de doute, vous donneriez l'avantage à la vérité ?

Arendt : Je dirais que l'impartialité qui a surgi dans le monde lorsque Homère...

Gaus : ...même pour les vaincus...

Arendt : Exact ! « Si les voix du chant se taisent devant l'homme vaincu, alors laisse-moi pour Hector », n'est-ce pas ? Puis vint Hérodoté qui proclama « Les hauts faits des Grecs et des Barbares ». C'est de cet esprit que procède toute la science, y compris la science moderne ainsi que la science historique. Si l'on n'est pas capable de cette impartialité, parce qu'on prétend aimer son propre peuple jusqu'à l'aduler et l'encenser en permanence, alors on ne peut rien faire. J'estime pour ma part que ce n'est pas là du patriotisme.

Gaus : Dans l'une de vos œuvres les plus importantes — *Vita Activa* — vous en arrivez à la conclusion, Madame Arendt, selon laquelle l'époque moderne a détrôné le sens public, c'est-à-dire le sens du primat du politique. Vous décrivez comme des phénomènes sociaux modernes le déracinement et l'abandon propres aux masses et le triomphe d'un type humain qui trouve simplement sa satisfaction dans le procès de travail et de consommation. A ce propos, j'ai deux questions à formuler. Tout d'abord : dans quelle mesure une connaissance philosophique de ce niveau est-elle tributaire d'expériences personnelles susceptibles de mettre en œuvre le processus de pensée ?

Arendt : Je ne crois pas qu'il puisse y avoir quelque processus de pensée que ce soit sans expérience personnelle. Toute pensée est repensée : elle pense à la suite de la chose.

N'est-ce pas ? Je vis dans le monde moderne et, bien évidemment, c'est dans le monde moderne que je fais mes expériences. Cela a d'ailleurs déjà été constaté par bien d'autres. Voyez-vous, l'attitude qui consiste à se borner à travailler et à consommer est très importante parce qu'elle dessine les contours d'un nouvel acosmisme : savoir quel est le visage du monde n'importe plus à qui que ce soit.

Gaus : « Monde » toujours compris comme l'espace où prend naissance le politique ?

Arendt : « Monde » doit maintenant être compris de façon encore plus vaste que l'espace dans lequel les choses deviennent publiques : comme l'espace que j'habite et qui doit présenter un visage décent. Espace au sein duquel l'art fait naturellement lui aussi son apparition, espace dans lequel tout ce qui est possible apparaît. Vous vous souvenez que Kennedy a cherché à élargir de façon tout à fait décisive l'espace du domaine public lorsqu'il a invité à la Maison-Blanche les poètes et autres « vauriens ». Ainsi donc, tout cela pouvait faire partie de cet espace. Pourtant, dans le travail et la consommation, l'homme est effectivement complètement renvoyé à lui-même.

Gaus : A son aspect biologique ?

Arendt : Au biologique et à lui-même. Et c'est là que l'on découvre le lien avec l'abandon. Dans le processus de travail prend naissance un abandon particulier. Je ne peux pas m'étendre là-dessus pour le moment car cela nous entraînerait trop loin. Disons toutefois que cet abandon est devenu ce renvoi à soi-même dans lequel la consommation a pris dans une certaine mesure la place de toutes les activités particulièrement importantes.

Gaus : Une seconde question, liée à la pre-

mière : vous en arrivez, dans la *Vita Activa*, à la conclusion que les « véritables expériences axées sur le monde » — autrement dit les jugements et les expériences du plus haut niveau politique — « se soustraient de plus en plus à l'horizon d'expérience de l'existence humaine moyenne ». Vous dites qu'aujourd'hui l'action est limitée à quelques-uns. Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique politique, Madame Arendt ? Dans quelle mesure une forme étatique, qui dépend au moins théoriquement du partage de la responsabilité de tous les citoyens, ne sera-t-elle pas, dans ces conditions, une pure fiction ?

Arendt : Revenons, si vous le voulez bien, sur ce point. Voyez-vous, tout d'abord cette incapacité à s'organiser effectivement de façon adéquate n'est pas exclusivement le propre de la grande masse, mais c'est le lot de toutes les autres couches sociales, y compris de l'homme d'Etat lui-même ! L'homme d'Etat est en effet entouré, encerclé par une armée d'experts. Et il serait particulièrement à propos de se demander ici qui, de l'homme d'Etat ou des experts gouverne ? C'est pourtant bien à l'homme d'Etat qu'il revient en définitive de prendre la décision. Or, il ne peut guère la prendre de façon adéquate : il ne peut pas tout savoir. Il doit la prendre en fonction de l'avis des experts et, à vrai dire, en fonction d'experts qui doivent toujours, par principe, se contredire. N'est-ce pas ? Tout homme d'Etat raisonnable prend conseil auprès d'experts opposés car il doit voir la question sous tous ses aspects. Au milieu de tout cela, il doit arriver à se faire une opinion et cette opinion est un phénomène hautement mystérieux. En elle s'exprime l'esprit public. Maintenant, en ce qui concerne la masse des gens,

je dirais que partout où des gens sont ensemble, quel que soit leur rang, des intérêts publics se forment.

Gaus : Et ce, depuis toujours.

Arendt : Et le domaine public se forme. En Amérique où ces rassemblements spontanés — ces associations dont Tocqueville a déjà parlé — existent toujours — et se défont tout aussi rapidement d'ailleurs — on constate cela de façon très claire. N'importe quel intérêt public concerne maintenant un groupe déterminé d'individus, qu'il s'agisse de relations simplement domestiques à l'échelle du quartier, voire de la ville ou bien encore de quelque autre groupe, quelle que soit sa constitution. Puis, ces personnes se rencontrent, et elles sont tout à fait à même de s'occuper publiquement de leurs affaires, car elles en ont une vue d'ensemble. Cela signifie que quel que soit le point que touche votre question, elle n'a de valeur qu'en ce qui concerne les décisions les plus importantes prises au plus haut niveau. Et là, croyez-moi, la différence entre l'homme d'Etat et l'homme de la rue n'est pas, en son principe, si grande.

Gaus : Madame Arendt, les liens qui vous unissent à Karl Jaspers, qui fut autrefois votre professeur, sont dans une certaine mesure, ceux de deux interlocuteurs poursuivant un dialogue ininterrompu. En quoi réside selon vous l'influence considérable que le professeur Jaspers a exercée sur vous ?

Arendt : Elle tient en ce que partout où Jaspers arrive et prend la parole, tout s'éclaire. Il possède une franchise, une confiance, un propos sans concession que je n'ai jamais rencontré chez qui que ce soit d'autre. Cela m'avait déjà impressionnée lorsque j'étais très jeune. En outre, il a su allier à la raison un

concept de la liberté qui, lorsque je suis arrivée à Heidelberg, m'était complètement étranger. Je n'en avais pas la moindre idée bien que j'eusse pourtant lu Kant. J'ai vu pour ainsi dire cette raison à l'œuvre. Et, si je puis m'exprimer ainsi — j'ai grandi sans père — cela m'a édifiée. Je ne prétends pas le rendre responsable de ce que je suis devenue, grand dieu non ! Mais si un homme est parvenu à me faire accéder à la raison, c'est bien lui. Et ce dialogue est naturellement très différent aujourd'hui. Ce fut en vérité ma plus forte expérience de l'après-guerre. Qu'un tel dialogue puisse exister ! Que l'on puisse parler comme ça !

Gaus : Permettez-moi une dernière question. Dans un discours d'hommage à Jaspers, vous avez dit : « L'humanité n'est jamais acquise dans la solitude ; elle ne résulte jamais non plus d'une œuvre livrée au public. Seul peut y atteindre celui qui expose sa vie et sa personne aux "risques de la vie publique"⁵. » Ce « risque de la vie publique » — voici encore une référence à Jaspers — en quoi consiste-t-il pour Hannah Arendt ?

Arendt : Le risque de la vie publique me semble être clair. On s'expose dans la lumière de la vie publique et ce, à vrai dire, en tant que personne. Si j'estime également que l'on ne doit pas apparaître et agir dans la vie politique réfléchi sur soi-même, je sais pourtant que dans toute action la personne s'exprime d'une manière qui n'existe dans aucune autre activité. Par là la parole est aussi une forme de l'action. Voilà donc le premier risque.

5. « Karl Jaspers Eloge », trad. de l'allemand par J. Bontemps et P. Lévy, in *Vies politiques*, Gallimard, 1974, p. 85-86. (N.d.T.)

Le second est le suivant : nous commençons quelque chose, nous jetons nos filets dans un tissu de relations et nous ne savons jamais ce qui en résultera. Nous en sommes réduits à dire : Seigneur, pardonne-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font ! Cela vaut pour toute action et c'est tout simplement par là que l'action est concrète : elle échappe aux prévisions. C'est un risque. Et j'ajouterais maintenant que ce risque n'est possible que si l'on fait confiance aux hommes, c'est-à-dire si l'on accorde sa confiance — c'est cela qui est précisément difficile à saisir — à ce qu'il y a de plus humain en l'homme, autrement, ce ne serait pas possible.

Achevé d'imprimer en octobre 2000 par la
Société Nouvelle Firmin-Didot au Mesnil-sur-l'Estrée.
Dépôt légal : avril 1993
N° d'édition : 1115-2 - N° d'impression : 52973

Imprimé en France